

Jusqu'où iront les participantes et les participants de nos groupes ?

Lucie St-Germain, responsable du dossier
Défense des droits et du Comité des
participantes et des participants au RGPAQ

Peu à peu, ils et elles se
sont emparés de la
parole et donné
le droit d'agir.

« Ce n'est pas parce
qu'on a de la misère à lire
et à écrire qu'on n'est pas intelligent
et qu'on ne sait pas penser. »

Louise Whitmore, Comité des participantes
et des participants du RGPAQ

Introduction

« Eh oui ! ce n'est pas parce qu'on ne sait pas lire et écrire qu'on n'est pas intelligent et qu'on ne sait pas penser. » J'ai entendu cette phrase plusieurs fois depuis que je suis responsable du Comité des participantes et des participants du RGPAQ. Et je suis en mesure de dire que c'est vrai. Quand on donne la parole à des gens à qui on n'a jamais permis de s'exprimer, à qui on n'a jamais fait confiance, on se rend compte, si on les écoute, qu'ils pensent et qu'ils ont des avis aussi valables que les nôtres. Pourquoi n'auraient-ils pas d'opinions sur leurs conditions de vie, sur leur condition de personnes ayant: des difficultés à lire et à écrire, sur la défense de leurs droits ?

Le RGPAQ accorde de plus en plus de place aux participantes et aux participants dans sa structure, et cela ne se fait pas sans créer quelques remous. Certaines et certains sont d'accord et trouvent qu'il était temps que cela se fasse ; pour d'autres, cela devrait plutôt se produire dans les groupes, car nous sommes un regroupement de groupes et non un regroupement de personnes.

Dans le présent article, je veux démontrer qu'il y a eu une évolution constante de la place occupée par les participantes et les participants dans l'histoire du RGPAQ, et que lorsqu'on leur en donne la possibilité, ces femmes et ces hommes savent très bien s'exprimer, ce qui ne peut être que bénéfique au mouvement.



Écrire pour la première fois

Dès ses débuts, en 1981, le RGPAQ insère dans son *Bulletin d'information* un supplément d'une douzaine de pages intitulé *Ecrire pour la première fois*. Plus tard, on mettra sur pied un comité journal dans lequel s'investiront quelques personnes participantes. Les articles sont écrits par et pour les participantes et les participants des groupes membres. En 1985, le RGPAQ, n'ayant plus d'argent pour financer le journal, cesse de le produire. Les membres du comité sont très déçus et demandent aux participantes et aux participants des groupes de s'exprimer sur la place qu'elles et qu'ils devraient prendre au sein du RGPAQ.

Une grande rencontre

Toujours en 1985, le RGPAQ organise un colloque de 2 jours (la Grande Rencontre) qui réunit 400 personnes (participantes et animatrices). Plusieurs participantes et participants collaborent au processus d'organisation, qui dure plus d'un an. Malgré un succès sans précédent, on ne voudra plus répéter un événement de cette envergure, tout le monde étant à bout de souffle.

La Grande Rencontre était un trop gros morceau pour les capacités du RGPAQ : on a vraiment voulu amener les participantes et les participants à prendre part à tout le processus d'organisation. Beaucoup de personnes se sont épuisées dans cette aventure, avec pour conséquence que les responsables n'avaient plus l'énergie nécessaire pour continuer leur travail auprès des participantes et des participants dans la structure même du RGPAQ.

À la suite de la Grande Rencontre et lors du congrès du RGPAQ de mars 1986, les participantes et les participants exigeront que le Regroupement tienne compte de leurs difficultés et de leur niveau d'apprentissage dans la production des textes qu'il fait parvenir aux groupes membres et qu'il utilise un langage accessible.

L'Année internationale de l'alphabétisation

En 1990, à l'occasion de l'Année internationale de l'alphabétisation, autre moment fort de leur engagement, les participantes et les participants deviennent des personnes-ressources dans le cadre de l'organisation du forum Une société sans barrière, où l'on discutera des droits des personnes analphabètes.

D'autre part, ils et elles sont plus de 500 à rédiger des textes à l'occasion de l'événement Le Voyage du livre. Dans chaque région, des activités sont organisées (pièces de théâtre, soirées dansantes, accueil à l'hôtel de ville, etc.) pour marquer l'arrivée d'un grand livre où chacun, chacune peut écrire quelques mots.

Des porte-parole

En 1992, lors d'un congrès d'orientation où l'on s'interroge sur les critères d'admission des membres, il est décidé que, pour devenir et rester membres, « les groupes devront développer et maintenir des structures de gestion participative et démocratique (adaptées aux réalités et aux besoins des participantes et des participants) en créant des lieux de partage du pouvoir ». Il est également décidé « que le RGPAQ soit conséquent avec son discours sur la place des participantes et des

participants en créant des lieux de partage du pouvoir, en rendant le fonctionnement et l'information plus accessibles ».

À la suite du congrès, on demande aux groupes membres de nommer des porte-parole pour représenter les participantes et les participants de leur groupe. Un total de 25 groupes membres sur 40 feront la démarche.

En 1993, le RGPAQ organise des rencontres régionales afin de sensibiliser les participantes et les participants à la lutte politique pour l'obtention d'un meilleur financement des groupes d'alphabétisation populaire. À Montréal, une centaine de personnes sont présentes. On profite de ces rencontres pour présenter les porte-parole et leur demander de donner les raisons de leur engagement. Avec fierté, elles et ils avouent souhaiter jouer un rôle actif dans la lutte politique.

À l'assemblée générale de 1994, il est décidé « d'enrichir et d'appuyer les actions du Comité de stratégie en voyant à faciliter l'implication des participantes et des participants ».

C'est ce qui est fait en 1994 et en 1995. Dans son bilan annuel, le RGPAQ souligne que le travail avec les porte-parole a été très satisfaisant et a donné de très bons résultats. Même si, lors de certaines rencontres avec des « officiels », les participantes et les participants ont eu de la difficulté à prendre leur place, ils ont su se réajuster.

Les porte-parole sont également présents à l'assemblée générale de février 1995. Monsieur Garon, ministre de l'Éducation d'alors, est venu annoncer une augmentation —>

de l'enveloppe budgétaire. Dans toute cette lutte menée pour un meilleur financement, les porte-parole ont été présents et se sont exprimés devant le ministre. C'est en grande partie à eux qu'on doit les gains obtenus. Elles et ils ont su sensibiliser monsieur Garon à la cause des personnes analphabètes et à l'importance des groupes d'alphabétisation populaire.

La Fête de solidarité

Pour souligner le succès des revendications, on prévoit tenir une grande fête de solidarité en mai, à Québec. Le RGPAQ met sur pied un comité d'organisation de la Fête de solidarité en mai, auquel se joignent plusieurs porte-parole. La fête, qui regroupe plus de 300 participantes et participants, soulève beaucoup d'enthousiasme.

Un comité ad hoc

Les participantes et les participants prennent de plus en plus de place au sein du Regroupement. Et après la Fête de solidarité, cela se manifeste de façons différentes. À l'assemblée générale de 1995, il est décidé de mettre en œuvre des moyens pour favoriser leur participation aux activités du Regroupement. Un comité ad hoc de participantes et de participants est donc formé pour élaborer une proposition à soumettre à la prochaine assemblée. En juin 1996, le comité suggère de créer un comité permanent de participantes et de participants. La proposition est refusée par l'assemblée, qui accepte toutefois que le comité ad hoc poursuive son travail et se penche sur une proposition de structure de fonctionnement au RGPAQ.

Le Comité des participantes et des participants du RGPAQ

Finalement, en 1997, le Comité des participantes et des participants du RGPAQ voit le jour. Par un processus des plus démocratiques, on organise des élections. Seize participantes et participants se présentent, dix sont élus. Les membres du Comité sont présents à l'assemblée générale de 1997, en plus des 25 représentantes et représentants des groupes.

Pour la première fois au RGPAQ, des participantes et des participants font partie de la structure officielle. Le Comité devient un comité permanent au même titre que les autres, même si son budget de fonctionnement est minime. C'est un début.

Le rôle du Comité

La première année, les membres participent à trois rencontres de deux jours pour se connaître et connaître le RGPAQ à partir des différents dossiers. De plus, ils apprennent à devenir des porte-parole à l'échelle provinciale. Dans l'ensemble, ils sont satisfaits de leur participation, mais aimeraient avoir plus de responsabilités et, surtout, participer à des actions concrètes. Ils demandent donc plus de rencontres et un projet qu'ils pourront mener jusqu'au bout, malgré un très petit budget. On arrête alors la publication du bulletin des participantes et participants, *Mon journal*, pour pouvoir engager une personne une journée par semaine pour le Comité.

Lors de la deuxième année d'existence du Comité, le RGPAQ présente un projet IFPCA (Initiatives fédérales-

provinciales conjointes en matière d'alphabétisation), qui sera accepté. L'un des objectifs est de définir les orientations de ce que pourrait être la défense des droits au RGPAQ. Les membres du Comité des participantes et des participants, en collaboration avec les membres du Comité défense des droits, organisent alors une tournée dans quelques groupes afin de connaître les obstacles et les problèmes

AGIR POUR COMPRENDRE

Propos recueillis par
Lucie St-Germain

René Paradis fréquente le groupe Atout-Lire de Québec. Analphabète il y a sept ans, il suit maintenant des ateliers de niveau avancé.

Il est membre du Comité des participants et des participantes du RGPAQ depuis trois ans. Il partage avec nous ses réflexions sur le sens du travail qu'il accomplit au Regroupement.

Pourquoi avez-vous décidé de faire partie du Comité des participantes et participants du RGPAQ ?

Je voulais aller dans les groupes voir ce qui s'y passait. Je me suis dit : « Je vais me présenter ; si je rentre, je vais être content. » J'ai été élu. Après on est monté à Montréal pour faire une première réunion. Sur le coup, c'est gênant parce qu'on sait pas comment ça marche tout ça.

Pourquoi ça vous intéressait tant ?

Je voulais aider d'autres participants. Essayer de donner des nouvelles de ce qui se passe. Comment ça marche d'autres groupes. Et rendre compte de ça.

que rencontrent les personnes ayant des difficultés à lire et à écrire. Les membres du Comité veulent représenter toutes les personnes participantes des groupes membres. Ils et elles sont déçus que *Mon journal* n'existe plus, car c'était un bon moyen d'informer les groupes de leur travail, mais ils ne se laissent pas décourager et trouvent une solution qui ne coûte pas trop cher au

RGPAQ : ils décident d'insérer quelques feuilles *Info participantes et participants* dans le bulletin mensuel du RGPAQ, *Le Scoop*. Grâce à cette information, les participantes et les participants des groupes pourront suivre le travail du Comité. Certains tiendront même des discussions sur les droits des personnes analphabètes et nous enverront l'essentiel des propos.

Avec le temps, les membres du Comité finissent par trouver que 10 personnes, c'est trop, que cela coûte cher et que ça empêche de se réunir plus souvent. Ils suggèrent donc au COCOA¹ que le Comité comprenne seulement six membres à l'avenir, comme les autres comités. Ils demandent également que quatre anciennes et anciens membres reviennent pour assurer la continuité. GSE-É

Vous en êtes à votre troisième année au Comité, puisque vous avez été élu une deuxième fois... Qu'avez-vous tiré de cette expérience ?

J'ai appris beaucoup. On commence à connaître tous les groupes de partie»-pants. On aime aller parler avec les autres, savoir comment ça marche leurs affaires. On donne des résultats à d'autres groupes.

Avant, je ne savais pas trop ce que je faisais là, maintenant je suis à mon aise et je peux parler pour d'autres participants. Je peux aller plus loin qu'avant.

Je suis aussi plus capable de foncer qu'avant. Quand je vois un groupe, je vais jaser avec les autres, discuter des affaires qu'on pourrait arrêter. Ça trouble un chemin. Dernièrement, je suis aussi allé dans les écoles, voir des jeunes et conter mon histoire. C'est comme si j'avais toujours fait ça.

Qu'est-ce que vous pensez du Comité ? De la manière dont il fonctionne ?

Il fonctionne beaucoup mieux qu'il y a deux ans. À ce moment-là, on était 10 participants et plusieurs trouvaient que c'était beaucoup. Là on est six. On peut dire notre petit point plus vite et penser mieux, avoir plus de réunions. Avant on n'en avait pas beaucoup, on se voyait

à peu près quatre-cinq fois dans un an, on n'avait pas le temps de se virer de bord. On aime ça maintenant parce qu'on se voit plus souvent, on est capable d'aller voir d'autres groupes, de discuter et d'essayer de trouver des solutions.

À Atout-Lire, vous faites partie du C.A., du Comité maison et du club social. Pensez-vous que les groupes devraient permettre à leurs participants et participantes de s'investir autant ?

J'aimerais que tous les participants aient la chance de parler dans des comités, qu'ils aillent en voir d'autres pour parler avec eux. C'est intéressant car tu apprends, tu sers à quelque chose.

Selon vous, comment les partiel-pants et les participantes sont-ils perçus dans les assemblées générales ? Il y a eu une évolution depuis que vous y allez. Qu'est-ce que les gens, les formatrices, les formateurs pensent de vous ?

Je pense qu'ils me mettent égal avec les autres. Si on a de quoi à dire, on est capable de le dire. On est là pareil comme si on était des maîtresses. On est libre de dire ce qu'on veut, de défendre notre point. Ça, c'est vraiment intéressant !

Dans l'idéal, quelle place le Regroupement devrait-il donner aux participants et participantes ? Jusqu'où ceux-ci devraient-ils aller ?

En tant que participant je me sens bien. Je ne peux pas demander mieux. On arrive ici, on est bien reçu. On fait notre travail, tout le monde a droit de dire sa parole. Demander mieux que ça, je pense que c'est impossible,

Mais j'aimerais ça que les participants du Comité disent : « On prend un dossier et on peut le rendre au bout. » Par exemple, d'autres participants dans des groupes, s'ils ont besoin de quelque chose, d'être défendus, ils pourraient passer directement par nous autres, nous le demander. Nous, les membres du Comité, on pourrait s'assembler...

Il faudrait que le Comité des participants et des participantes soit plus autonome ?

Oui. On pourrait monter notre dossier et le donner ensuite au COCOA pour qu'il l'étudie et dise si c'est bon ou pas bon. On serait capable de monter un dossier puis de l'envoyer au COCOA pour qu'il l'arrange.

Dans les premiers temps, on ne comprenait pas ce qu'on faisait ici. On se sentait inutile. C'est pas facile de regarder les autres travailler. Maintenant, on a quelque chose à faire. On vient ici pour travailler. Parce qu'on agit, on comprend ce qu'on fait là.

Conclusion

Dans cet article, nous pouvons suivre facilement l'évolution de la place occupée par les participantes et les participants au RGPAQ. Nous sommes passés d'un supplément au bulletin d'information en 1981 à un comité permanent des participantes et des participants en 2001. Vingt ans d'histoire, et chaque fois que l'on a eu besoin d'elles et d'eux, ils étaient là. Que ce soit en vue de mener une lutte

pour le financement, en 1995 avec monsieur Garon afin d'obtenir de plus grosses subventions, ou encore dans le but de réfléchir sur la défense des droits au RGPAQ, non seulement ces personnes étaient là, mais elles étaient aussi indispensables.

Présentement, avons-nous la structure idéale ? Doit-elle encore évoluer ? Depuis quelques années, certains groupes souhaitent qu'il y ait un représentant du Comité des participantes et

des participants au COCOA. À l'assemblée générale de juin 2000, les groupes présents ont voté contre cette proposition. Cependant, pour la première fois, une participante a été élue à un comité autre que celui des participantes et des participants (Comité défense des droits). Est-ce le début d'une plus grande présence des participantes et des participants dans l'ensemble des structures du RGPAQ ? Jusqu'où voudrions-nous aller ?

DES FEMMES ANALPHABETES S'INSCRIVENT DANS UNE PAGE DE L'HISTOIRE DES FEMMES

Propos recueillis par Lise St-Germain du Centre d'organisation mauricien de services et d'éducation populaire (COMSEP)

« Lire l'écrit, écrire le social, s'inscrire dans le monde. »
Franklin Midy

À l'occasion de la Marche mondiale des femmes en l'an 2000 COMSEP décide de relever le défi d'accorder une place prépondérante aux femmes vivant dans un contexte de pauvreté et de violence. Cela veut dire pour l'organisme donner l'occasion et les moyens aux femmes qui le désirent d'aller jusqu'au bout du processus c'est-à-dire se rendre à New York pour y déposer collectivement les revendications mondiales de la Marche devant l'Organisation des Nations Unies.

Ce projet est rapidement approuvé par plusieurs femmes et alimenté par une démarche d'éducation populaire qui débute le 8 mars 2000 pour se conclure le 17 octobre 2000 à New York avec la participation de 49 femmes dont le tiers ont un faible revenu et plusieurs sont inscrites à notre programme d'alphabétisation.

Afin de réaliser ce rêve surtout pour les femmes en situation de pauvreté, il faut bien sûr trouver les moyens finan-

ciers. Pour ce faire, nous mettons en commun petites économies, dollars et sous, nous vendons du café, beaucoup de café. De plus, plusieurs personnes sensibles à la cause de la Marche et aussi, par solidarité font un don afin que les femmes à faible revenu puissent participer à l'événement sans trop dégommer leur garde-manger.

Le comité organisateur est mis sur pied pour l'ensemble de la démarche, nous mènera du régional au national et à l'international. Ces femmes travaillent ensemble, réfléchissent ensemble, discutent de leur réalité, parlent de leur conviction que leur lutte collective aura du poids et finalement elles marchent et revendiquent ensemble, à Trois-Rivières, à Montréal et à New York.

L'une de ces femmes a bien voulu nous faire part de son expérience et des motivations qui l'ont poussée à prendre une place importante dans la démarche. Voici des extraits d'une entrevue réalisée avec Raymonde Cochrane, membre de COMSEP et inscrite à des ateliers d'alphabétisation depuis quatre ans.

Raymonde, qu'est-ce qui vous a motivée à participer à cette Marche ?

Je me suis impliquée parce que je me sens concernée. Je suis à l'aide sociale et les coupures, j'en ai eu plus souvent qu'à mon tour. Il faut que ça cesse. Et la violence, je l'ai vécue et mon enfant aussi. Je l'ai vécue deux fois, une première fois avec mon premier mari et ensuite avec le deuxième. À la marche Du pain et des rosés, j'ai pas eu la chance de participer, j'étais malade. Mais comme mes jambes vont mieux, je me sentais capable de suivre. J'ai voulu le faire jusqu'au bout et je suis très fière d'avoir réussi.

Croyez-vous vraiment que la Marche peut changer des choses ?

J'espère. Je ne peux pas dire « oui » ou « non ». Encore ce matin, j'ai reçu une lettre m'annonçant qu'on peut maintenant être saisi sur notre chèque en cas de dettes. Bouchard, le premier ministre, n'a pas accepté la loi-cadre contre la pauvreté. Il veut mettre une stratégie en remplacement d'une loi. C'est un peu inquiétant ce qu'il fera du projet.

L'effort que le RGPAQ fait pour améliorer la place des participantes et des participants au sein de sa structure provinciale est-il soutenu par la base ?

L'une des forces du Regroupement est de questionner ses pratiques. Ainsi, nous pourrions nous demander si nous utilisons tous les moyens nécessaires pour assurer une plus grande place aux participantes et aux participants à l'intérieur même de nos groupes. Pourrions-nous faire

plus ? Utilisons-nous les moyens mis en œuvre par le Comité pour favoriser l'investissement des participantes et des participantes des groupes (élire les membres du Comité, envoyer les résultats des discussions menées en atelier sur les thèmes suggérés par *L'Info*, photocopier les renseignements qui sont destinés aux participants et participantes et les faire circuler, etc.) ?

Beaucoup de questions, n'est-ce pas ? Le RGPAQ n'a cessé, en

20 ans, de faire de plus en plus de place aux participantes et aux participants, et je suis convaincue que cela n'est pas terminé.

1. Comité de coordination du Regroupement (et «A» pour *alphabétisation*), composé de neuf représentants et représentantes des groupes membres ainsi que de la coordonnatrice du RGPAQ. Élus par l'assemblée générale annuelle pour un mandat de deux ans, les membres ne défendent pas les intérêts de leur groupe, mais ceux de l'ensemble des groupes membres.

On peut quand même gagner des choses. Les coupures pour le logement, au moins ça n'aura pas lieu. Je serai prête à faire des luttes car il ne faut pas lâcher, pour celles derrière nous. Même si on gagne juste des petites choses, les luttes, ça fait qu'on ne recule pas.

Qu'est-ce que vous reprenez de l'expérience de la Marche des femmes ?

Avoir l'impression de faire quelque chose, de défendre mes droits mais aussi ceux des autres. De tenir des pancartes avec les revendications. Beaucoup de choses m'ont impressionnée. Des images me reviennent souvent : la minute de silence, les femmes de partout dans le monde, leurs vêtements, les revendications que les femmes ont transportées au bout de leurs bras dans la foule. Ça m'a émue cette chaîne de pétitions. Je pense aussi à la femme musulmane qui a eu le courage de se dévoiler. Je me demande ce qui lui est arrivé, si elle est retournée chez elle. C'est difficile à croire que les hommes de ces pays n'acceptent pas que les

femmes se montrent le visage. Ce fut vraiment une chance de vivre ça, d'aller à New York avec toute l'équipe de COMSEP. On a vécu beaucoup d'amitié. Le voyage de New York, c'est quelque chose que je n'oublierai jamais. Je n'aurai plus jamais cette chance.

C'est comme le projet de loi contre la pauvreté. Au début, je me demandais ce que ça donnerait. Je pensais qu'on nous avait parlé de ça une fois et qu'on n'en reparlerait plus. Et ça a continué. J'ai fini par témoigner de ce que je vis et ensuite on m'a demandé de faire un témoignage à Québec et je suis devenue la porte-parole. Ça m'a changée complètement tout ça. J'ai pris connaissance de beaucoup de choses. On est chanceux d'être regroupés, d'avoir COMSEP. Il y a des personnes qui sont seules avec leur pauvreté. Pas nous. On peut participer, être dans des comités, prendre des décisions, ça aide à prendre sa place.

Au début, quand je suis arrivée à COMSEP, je ne voulais participer à rien. Je ne faisais pas confiance à cause de toutes mes mauvaises expériences. Mais j'ai changé et personne ne m'a

obligée à changer. Je l'ai fait par moi-même en étant avec les autres. J'ai compris par l'écoute, par le respect et les moyens qu'on se donne pour s'en sortir. Maintenant mon projet de vie, ce serait de travailler pour retrouver ma dignité mais surtout ne jamais oublier d'où je viens. Si je travaille un jour, je ne veux jamais oublier les autres en arrière.

L'histoire de Raymonde, c'est aussi celle de Pauline, de Denise, de Lise et de certaines d'autres qui ont eu l'occasion de prendre leur place grâce à des événements comme la Marche mondiale des femmes, de dire non à la pauvreté, de dire non à la violence. C'est peut-être aussi l'histoire de milliers d'autres qui auront été inspirées par ces femmes et qui diront à leur tour « non » à la pauvreté et à la violence. Des femmes qui, espérons-le, prendront aussi un jour une place dans la société, celle qui leur revient.

